RABAT «RETIRE SA CONFIANCE» À CHRISTOPHER ROSS

Maroc-ONU : la cassure

Le Maroc a décidé de retirer sa confiance à l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental. Une décision unilatérale qui intervient quelques semaines après le rapport accablant contre Rabat présenté par Ban Ki-moon aux membres du Conseil de sécurité.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Rien ne va plus entre le roi Mohammed VI et le secrétaire général de l'ONU. Rabat a décidé, jeudi, un retrait de confiance unilatéral envers Christopher Ross, l'envoyé spécial de Ban Ki-moon pour le Sahara occidental.

Ross est accusé d'avoir appliqué «dans plusieurs cas» une «méthode déséquilibrée et partiale» pour mener sa mission, précise un communiqué. «Les comportements contrastés de M. Ross s'écartent des grandes lignes qui ont été tracées par les négociations dans le Conseil de sécurité. Pour cela, le Maroc a décidé de retirer sa confiance», note ce communiqué attribué au gouvernement islamiste mais qui est, en réalité, une «sentence» royale prise par le roi Mohammed VI.

En fait, le Maroc n'a jamais été satisfait de la nomination de Christopher Ross. En 2008, les autorités de ce pays avaient attendu plusieurs mois avant de donner leur accord à son installation à ce poste.

Une réaction qui intervenait suite au départ de Peter Van Walsum, zélé défenseur du Maroc, qui avait déclaré devant les membres du Conseil de sécurité de l'ONU que «l'indépendance du Sahara occidental n'est pas une option réaliste». En lui succédant, Ross s'est montré inflexible dans sa gestion du dossier sahraoui.

Le dernier rapport du secrétaire général de l'ONU, qui se base essentiellement sur des données présentées par son envoyé personnel, est une preuve de cette inflexibilité.

Ce rapport avait fait état de la nécessité de prendre en compte la question de la protection des droits de l'Homme des populations sahraouies dans les territoires occupés et dénoncé les mesures mises en œuvre par les autorités marocaines pour limiter l'action des membres de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental (Minurso).

Ces dernières semaines, un véritable bras de fer avait opposé les autorités marocaines à Christopher Ross après qu'il eut annoncé son intention de se rendre dans les territoires occupés dans le cadre d'une tournée dans la région. Une initiative rejetée en bloc par le palais.

En agissant de la sorte, le Maroc risque de se discréditer au sein de la communauté internationale. Ancien ambassadeur des Etats-Unis à Alger et à Damas, Ross a été nommé à plusieurs postes de responsabilité au sein du département d'Etat américain, notamment dans la lutte antiterroriste. Diplomate avisé, il bénéficie toujours de l'appui de Washington dans sa mission actuelle. Le Front Polisario a réagi jeudi pour dénoncer ce qu'il considère être une décision «infondée et arbitraire» du Maroc. «Le Front Polisario et le gouvernement de la République sahraouie estiment infondée et arbitraire la décision du royaume du Maroc de retirer sa confiance à l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU, M. Christopher Ross, dans la poursuite de la mission qui lui a été confiée par le secrétaire général et le Conseil de sécurité pour la recherche d'une solution juste et durable au conflit du Sahara occidental, garantissant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Photo : DR

Rien ne va plus entre Christopher Ross et Mohammed VI.

Cette décision, aussi grave qu'injustifiée, est un nouveau défi intolérable et inadmissible du Maroc à la communauté internationale, au secrétaire général et au Conseil de sécurité qui, dans sa résolution 2044, du 24 avril 2012, a considéré le statu quo inacceptable et a "réaffirmé son soutien à l'envoyé personnel du secrétaire général pour le Sahara occidental, Christopher Ross, et à l'action qu'il mène pour faciliter les négociations entre les parties".»

En agissant de la sorte, le Maroc veut s'arroger sans vergogne le droit de dicter au secrétaire général le contenu de ses rapports au Conseil de sécurité et de décider de la conduite que doit suivre son envoyé personnel au Sahara occidental.

Comme il veut, par là même, tout faire pour réduire à néant la crédibilité et neutralité opérationnelle de la Minurso, décriées dans le dernier rapport du secrétaire général, bloquer le processus de paix et continuer à violer impunément les droits humains dans les territoires sahraouis occupés», souligne un communiqué du ministère de l'Information de la République sahraouie.

Pour sa part, le secrétaire général de l'ONU, à travers son porte-parole, a affirmé accorder «toute sa confiance» à Christopher Ross. Sur le plan international, le retrait de confiance unilatéral décidé par le Maroc a fait réagir, hier, la France, son allié traditionnel.

Pour sa première sortie officielle sous l'ère du président François Hollande, le ministère des Affaires étrangères a appelé à un «règlement rapide du différend». «La France a pris note de la déclaration du Maroc, qui a décidé de retirer sa confiance à l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Christopher Ross (...), le règlement de ce différend doit tenir compte des préoccupations légitimes de toutes les parties», a affirmé Bernard Valero, le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères.

La question du Sahara occidental a toutefois provoqué un malaise au sein du nouveau gouvernement du Parti socialiste suite à la publication d'une lettre adressée par Jean-Marc Ayrault, alors président du groupe socialiste à l'Assemblée française, à Régine Villemont, présidente de l'Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique.

Dans cette correspondance, le Premier ministre avait indiqué que les «socialistes, dans leurs déclarations publiques, s'en tiennent, depuis l'occupation du territoire par le Maroc, à une position privilégiant le respect du droit international et du droit à l'autodétermination des peuples colonisés». Même si la position de la France envers le palais royal ne risque pas de changer subitement, la question du soutien indéfectible au Maroc devrait créer des tensions entre certaines «ailes» du Parti socialiste.

T. H.

FLN

Le bras de fer reprend de plus belle

La guerre reprend de plus belle entre Abdelaziz Belkhadem et ses contestataires au sein du comité central du Front de libération nationale au lendemain des élections législatives que l'ex-parti unique a pourtant largement remportées. La retentissante victoire qui surprendra jusqu'à la direction nationale du parti n'aura finalement pas infléchi la détermination des opposants de l'actuel secrétaire général.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Et d'ailleurs, ils tiennent toujours à leur décision d'avant les élections du 10 mai consistant en l'organisation d'une session extraordinaire du comité central pour procéder à un retrait de confiance à Belkhadem.

Aujourd'hui même samedi, les signataires de la pétition contre le SG se donnent rendez-vous, dès la matinée, au niveau du siège de la kasma du FLN, à El-Madania. «C'est à partir de là que nous nous dirigerons vers le siège national à Hydra», nous confie un membre du groupe des contestataires. Il faut savoir, en effet, qu'initialement, ces membres du comité central avaient prévu de se rendre directement à Hydra. Or, Belkhadem avait signifié à Abdelaziz Ziari, qui est devenu l'un des meneurs les plus déterminé du groupe contestataire, lors d'une houleuse réunion du bureau politique tenue lundi dernier, qu'il empêchera cette réunion par tous les moyens.

Avant-hier, jeudi, Belkhadem réitérait la même position devant un groupe de personnalités nationales du parti (Abderrezak Bouhara, Abdelkrim Abada, Affane Guezzane Djillali, entre autres) venues le voir dans son bureau pour tenter de désamorcer le conflit, notamment en permettant à ces contestataires de se réunir au niveau du siège national.

Un rassemblement similaire avait déjà eu lieu en avril dernier sans le moindre incident.

Photo : Samir Sid

Belkhadem veut imposer son autorité.

Mais entre-temps, il y a eu les élections avec les résultats que l'on sait et Belkhadem s'estime désormais en position de force pour imposer son autorité sur le parti. Ce que contestent ses adversaires qui attribuent le succès du FLN à son président qui n'est autre que Abdelaziz Bouteflika.

N'empêche, Belkhadem profite de l'euphorie que lui confère l'éclatant succès du parti aux législatives pour acculer ses adversaires. Jeudi dernier, il a procédé ainsi à une véritable démonstration de force en réunissant son pléthorique groupe parlementaire, fort de 221 députés, et qu'il exhibe désormais comme un trophée, effectivement difficile à contester. La crise au sein du comité central n'a-t-elle pas éclaté à la suite de la publication des listes de candidatures du parti pour les législatives du 10 mai ?

Le résultat des législatives aura non seulement permis au FLN de garder sa position de première force politique du pays mais, mieux, d'avoir désormais à lui tout seul la majorité à l'Assemblée si l'on y ajoute la liste «additive» de onze autres députés militants du parti mais élus sous la bannière des «redresseurs» ou sur des listes «indépendantes».

Dans son allocution prononcée jeudi à l'hôtel Mazafran de Zeralda devant les nouveaux députés, Belkhadem adoptait d'ailleurs le profil d'un chef de la majorité et non pas celle d'un chef de parti mis en difficulté par ses propres instances internes. Ses critiques, il les réserve toutes aux islamistes.

L'ex-allié au sein de l'Alliance présidentielle, le MSP, sera particulièrement pris à partie. «Dans les partis qui se respectent, les directions se doivent de reconnaître leur responsabilité en cas d'échec.» Et pour mieux se faire comprendre, il précise son tir : «Ils doivent avoir le courage politique, eux et les médias qui les ont soutenus ; eux qui sont allés jusqu'à prédire une victoire retentissante allant jusqu'à constituer un gouvernement avant même les élections, en s'inspirant des modèles récents de certains voisins, ils se doivent donc de reconnaître que le peuple algérien n'acceptera jamais qu'on lui dicte ses choix.»

Cela, avant d'asséner, ironique : «La fraude électorale dont ils parlent aujourd'hui, nous la comprenons. C'est bel et bien l'effet de l'électrochoc de 220 volts qu'ils ont reçu».

En coulisses, il se dit, du reste, que Belkhadem est devenu un farouche partisan de l'exclusion du MSP du futur gouvernement. Bouteflika accédera-t-il à ce «souhait» ? Tout se saura très prochainement.

De la même manière que la position du même Bouteflika par rapport au conflit interne au FLN. Car nul ne se fait d'illusion : c'est de lui que dépendra l'issue finale de la crise qui secoue le comité central depuis deux mois.

K. A.